

Réconciliation nationale et amnistie en Thaïlande

par Eugénie Mérieau

Le processus de réconciliation nationale n'a toujours pas été initié en Thaïlande, trois ans après la répression par l'armée des manifestations de « Chemises rouges », dont le bilan officiel s'élève à 98 morts et 2 000 blessés¹.

Au cours des trois années écoulées, de multiples propositions de décrets sur la réconciliation nationale (*prongdong haeng chat*) ont été formulées. Toutes les parties au conflit s'accordent aujourd'hui sur la nécessité de promulguer des amnisties pour amorcer le processus de réconciliation; la question de ses bénéficiaires demeure néanmoins la pierre d'achoppement de toute tentative en ce sens. Progressivement, un consensus s'est dégagé sur l'inclusion des auteurs de violences pendant les manifestations des différents groupes en présence, qu'il s'agisse des « Chemises jaunes », des « Chemises rouges » ou des « Chemises multicolores », sur une période de six ans (2005 à 2011). D'autres propositions sont moins consensuelles, comme la demande par la frange la plus radicale des Chemises rouges d'amnistier les personnes incarcérées pour crime de lèse-majesté et d'annuler les immunités que les putschistes s'étaient octroyées aux lendemains du coup d'Etat qui, le 19 septembre 2006, a chassé l'immensément populaire Thaksin Shinawatra du poste de Premier ministre qu'il occupait depuis 2001. Enfin, la proposition la plus « explosive » réclame l'amnistie de Thaksin, condamné pour conflit d'intérêts en 2008², et le retour de ses 46 milliards de bahts (1.15 milliards d'euros), confisqués par la Cour Suprême en 2010³.

1- L'impunité/l'amnistie de Thaksin Shinawatra au cœur du conflit politique

Depuis 2006, les Jaunes, élites urbaines minoritaires, soutenant le Parti démocrate, s'opposent aux Rouges, population moins aisée mais hétéroclite dont la majorité vit dans les provinces du Nord et du Nord-Est lesquelles soutiennent massivement Thaksin et son parti, le Phuea Thai.

Ce conflit avait mené en mai 2010, à la suite des manifestations des Chemises rouges appelant à la dissolution du Parlement, à la mise à sac de la capitale et l'incendie d'une dizaine de ses plus grands bâtiments. Depuis, l'atmosphère s'était en apparence calmée avec l'accord du gouvernement alors « jaune » de céder aux revendications « rouges » concernant l'organisation

¹ Les grandes manifestations de Chemises rouges ont eu lieu du 12 mars 2010 au 19 mai 2010 à Bangkok. Les opérations de dispersion par l'armée les 10 avril et 19 mai ont causé la mort de 98 personnes et blessé plus de 2 000 personnes selon le bilan officiel.

² Condamnation le 21 octobre 2008 par la division spéciale pour les détenteurs de portefeuille politique de la Cour Suprême, pour son implication dans l'achat par sa femme d'un terrain à Ratchadapisek, Bangkok.

³ Les affaires en question ont été conduites par des organes judiciaires mis en place par la junte militaire au lendemain du coup d'Etat. Elles ont abouti à la condamnation de l'ancien premier ministre Thaksin Shinawatra pour conflit d'intérêts à deux ans de prison en octobre 2008 : ainsi qu'au gel de ses avoirs financiers à hauteur de 76 milliards de Bahts (1,9 milliard d'euros) dès 2006, puis à la confiscation, en février 2010, de plus de 60% de ces avoirs, à hauteur de 46 milliards de Bahts (1,15 milliard d'euros).

de nouvelles élections. Les manifestants rouges avaient concentré leurs forces sur la mobilisation en faveur de la campagne électorale pour leur candidate, Yingluck Shinawatra, sœur cadette de l'ancien Premier ministre Thaksin, exilé à Dubaï. Sans grande surprise, le 3 juillet 2011, les Rouges ont pu savourer leur cinquième victoire électorale consécutive, et placer à nouveau un membre de la « dynastie » Thaksin sur le siège de Premier ministre.

Il s'agit d'une cinquième victoire électorale, car les Rouges avaient élu Thaksin une première fois en 2001, une seconde en 2005, et une troisième en 2006 (annulée par la Cour Constitutionnelle). Après le coup d'Etat militaire et le passage d'une nouvelle Constitution rédigée par l'armée en 2007, un proche de Thaksin, Samak Sundaravej, fut élu, bientôt remplacé par Somchai Wongsawat, beau-frère de Thaksin. C'est finalement la sœur cadette de Thaksin, Yingluck, qui remporta les premières élections post-conflit de 2010.

L'immunité offerte par le suffrage universel

La figure de Thaksin, en exil depuis le coup d'Etat⁴, est au cœur du conflit thaïlandais ; il a été le Premier ministre le plus populaire du pays, le seul à avoir commandé une majorité absolue au sein de la Chambre basse. Au cours de son premier mandat, il a gagné le cœur des populations rurales des provinces du Nord et du Nord-Est du pays, tout en s'aliénant progressivement les classes moyennes urbaines. En 2003, il s'est rendu coupable de graves violations des droits de l'homme, notamment par une guerre « éclair » à la drogue (trois mois) qui donna lieu à plus de 1 200 exécutions sommaires⁵. L'année suivante, les provinces du sud du pays s'embrasèrent, en proie à une insurrection séparatiste⁶. Le début de son second mandat fut marqué par des scandales de corruption et de conflit d'intérêts, condamnés avec ardeur par les classes moyennes urbaines et les élites de Bangkok. A ces condamnations, Thaksin avait pris l'habitude de répliquer : « *J'ai été élu par 16 millions de Thaïlandais* ». En 2001, cet argument de « la volonté des urnes » avait déjà été évoqué par les juges de la Cour Constitutionnelle en charge de le juger pour fausse déclaration de patrimoine⁷.

En dépit de ces entorses à l'Etat de droit, Thaksin, à la veille du coup d'Etat, jouit toujours d'un immense soutien des populations rurales dont il a nettement amélioré le sort quotidien ; populations qu'il appelle en renfort lorsque les citoyens de Bangkok entament leur mobilisation fin 2005 pour réclamer sa démission. Thaksin finalement jouera les secondes contre les premières, exacerbant la division déjà existante entre ces deux composantes de la société thaïe.

⁴ Il fut de passage en Thaïlande pour quelques mois début 2008 avant sa condamnation à deux ans de prison pour conflit d'intérêts.

⁵ Human Rights Watch Report, *Not Enough Graves: The War on Drugs, HIV/AIDS, and Violations of Human Rights*, Thailand, 2004, <http://www.hrw.org/reports/2004/thailand0704/index.htm>

⁶ A partir de janvier 2004 et le raid sur un camp militaire par des insurgés, les provinces de Yala, Pattani et Narathiwat, dont la majorité de la population est malaise, se sont engagées dans une longue insurrection séparatiste marquée par des attentats quotidiens.

⁷ On attribue cette citation à Chumpol Na Songhkla : « *Qui sommes-nous pour juger Thaksin ? Il a été élu par 16 millions de Thaïlandais* ». La Cour Constitutionnelle acquitte Thaksin en août 2001 par un vote de 8 contre 7.

Thaksin/les Chemises rouges sur la question des amnisties: l'annonce d'une déchirure

Depuis le coup d'Etat du 19 septembre 2006, les partisans de Thaksin sont devenus les Chemises rouges ; ses opposants les Chemises jaunes, mais aussi bleues, et multicolores.

Sur une période de sept ans, le soutien des Chemises rouges à Thaksin, en exil, n'aura pas failli. Et pourtant, dans le cadre de la guerre contre le « système Thaksin » (*rabop Thaksin*) que les Chemises jaunes avaient appelé de leurs vœux, de nombreuses batailles ont été gagnées. Le parti de Thaksin aura été dissous, décapité⁸ et reformé par deux fois (mai 2007 et décembre 2008). Deux Premiers ministres⁹ auront été forcés à la démission par décision de la Cour Constitutionnelle (septembre et décembre 2008) ; les Chemises rouges auront toujours soutenu le Premier ministre, qu'il s'agisse d'organiser de grandes manifestations autour de la Cour Constitutionnelle lorsque des affaires le concernant sont jugées, ou qu'il s'agisse des mois de campement à Bangkok en 2010, au risque de la faillite pour certains, de la prison pour beaucoup, et de la mort pour une centaine d'entre eux. A partir de ce moment-charnière, leur loyauté sans faille envers Thaksin s'effritera progressivement.

Siem Reap : une fête familiale qui tourne mal

Les premiers symptômes de la déchirure Rouges-Thaksin sont apparus en avril 2012. À l'occasion du nouvel an thaïlandais (*Songkhran* ou Fête de l'eau), Thaksin avait convié ses partisans à un week-end « en famille » sous sa paternelle protection et en compagnie des « frères et sœurs » dirigeants du mouvement des Chemises rouges, l'UDD (Union pour la Démocratie contre la Dictature) à Siem Reap, au Cambodge. Au programme : voyage en car, camping et ambiance festive, distribution de t-shirts à l'effigie de Thaksin, karaoké, visite du temple d'Angkor, batailles d'eau géantes et cérémonies bouddhistes d'hommage aux aînés ; le tout pris en charge par Thaksin à hauteur de 60 millions de THB¹⁰ (1,5 millions d'euros) avec la précieuse aide du Premier ministre cambodgien, Hun Sen, ami de longue date Thaksin qui lui servit un temps de « conseiller économique spécial »¹¹. Durant l'événement, pas ou peu de politique, mais des messages à peine voilés lancés par l'ancien Premier ministre à son audience : « *La route de la réconciliation comporte des sacrifices* » suivis d'une interprétation au chant de « *Let it be* » des Beatles.

⁸ Les 111 membres du comité exécutif du Thai Rak Thai ont été bannis de la politique pour 5 ans en application de l'article 237 de la Constitution relative aux dissolutions de partis en cas de fraude électorale de l'un de ses membres. En décembre 2008, 37 membres du comité exécutif du Palang Prachachon sont à leur tour bannis de la politique pour 5 ans à l'occasion de la dissolution du parti.

⁹ Samak Sundaravej a été condamné par la Cour Constitutionnelle pour avoir tenu une émission de cuisine en septembre 2008. Son successeur, Somchai Wongsawat, démissionne en décembre 2008 lorsque son parti est dissous.

¹⁰ Nick Nostitz, *Songkhran in Cambodia, Thaksin meets the red-shirts*, New Mandala, Australian National University, 23 avril 2012.

¹¹ Thaksin Shinawatra est nommé conseiller économique de Hun Sen en novembre 2009. Il démissionne en août 2010.

Ce « *Let it be* » entonné par Thaksin est interprété par les Chemises rouges comme l'aveu qu'il est prêt au compromis, à une négociation avec les élites traditionnelles (armée, palais, bureaucratie), ce qui impliquerait une amnistie pour Thaksin en échange de la garantie que les rouges ne poursuivront pas les responsables de la répression de 2010. Aux yeux des Chemises rouges, il s'agit d'un compromis égoïste, inacceptable, absolument intolérable. Pour les Chemises jaunes, l'éventualité d'une loi d'amnistie blanchissant l'ancien Premier ministre de ses affaires de corruption, quels qu'en soient les avantages octroyés en échange, est également intolérable et mérite d'être combattue à tout prix. La situation semble inextricable, en dépit des objectifs de « réconciliation nationale » annoncés par l'actuel gouvernement, pro-Thaksin.

2- La « réconciliation à la Thaksin » : l'oubli des violences contre son retour d'exil

La première pomme de discorde : le choix entre l'indemnisation ou la justice

A la suite de sa prestation d'avril 2012, Thaksin est condamné par son propre camp. Les Chemises rouges dénoncent le programme de « réconciliation à la Thaksin » qui comprend une indemnisation des familles à hauteur de 7,5 millions de THB (187 500 euros) par décès en échange de l'abandon des poursuites pénales déposées par les associations de familles. Une partie d'entre elles a refusé de souscrire au programme ; pour les autres, l'indemnisation reste source d'humiliation, d'autant plus que la Première ministre ne leur a pas remis les chèques en mains propres, étant retenue en province pour « *apprécier la mise en œuvre de projets de développement conduits par l'armée* »¹², claire indication qu'elle n'est soit pas maître de ses mouvements, soit désintéressée de la cause des Chemises rouges qui l'ont portée au pouvoir.

« On ne peut pas acheter notre silence. Nous voulons la justice et la démocratie. Si Thaksin se bat pour la justice et la démocratie, tant mieux, sinon nous continuerons sans lui. L'ammatt (élite traditionnelle) doit payer » (Neng, père d'une étudiante décédé dans les manifestations).

Pour faire valoir leur besoin de justice, les Chemises rouges ont lancé une campagne pour l'incrimination de l'ancien Premier ministre et son vice Premier ministre devant la Cour pénale internationale de La Haye¹³.

Mais les membres de gouvernement ne sont pas la véritable cible des Chemises rouges. Ces dernières sont persuadées que les décisions se prennent plus haut, au-dessus du gouvernement. L'entourage du Roi, notamment le président de son Conseil privé, le général Prem Tinsulanonda, Premier ministre non élu de 1980 à 1988, est soupçonné d'être à l'origine du coup d'Etat de 2006 et d'avoir soutenu la politique de répression envers les Chemises rouges depuis lors. Dans un tel contexte, lorsqu'en avril 2012, la Première ministre accepte l'invitation de ce

¹² Eugénie Mérieau, Thai Politics Updates, Mai 2012, p. 5 [www.kpi.ac.th, http://www.kpi.ac.th/kpien/index.php?option=com_content&task=view&id=534&Itemid=9](http://www.kpi.ac.th/kpien/index.php?option=com_content&task=view&id=534&Itemid=9)

¹³ Voir le premier rapport déposé par l'avocat des Chemises rouges, Robert Amsterdam, à cette adresse http://asiapacific.anu.edu.au/newmandala/wp-content/uploads/2010/10/ICC-Report-by-UDD-Final_.pdf

même général à lui exprimer, chez lui, sa reconnaissance dans le cadre d'une cérémonie au cours de laquelle elle s'agenouille pour recevoir les vœux de son aîné, auquel selon les codes sociaux thaïs, elle doit respect et obéissance, elle s'attire l'opprobre des Chemises rouges. Cet épisode est vécu comme une véritable trahison¹⁴. Le gouvernement élu pour s'élever contre les élites traditionnelles ne tient pas ses promesses et semble prêt à brader les idéaux de ses partisans pour se maintenir au pouvoir.

Le voile sur les intentions du gouvernement est levé le 19 mai 2012, à l'occasion du deuxième anniversaire de la dispersion des manifestations. Thaksin, s'adressant par vidéoconférence à ses supporters réunis en masse dans le centre-ville de la capitale, déclare : « *Il faut oublier le passé et regarder droit devant soi, emprunter le chemin de la réconciliation* ». La foule reste stupéfaite. Thida Thavornseth, dirigeante de l'organisation qui fédère les Chemises rouges, déclare, aux lendemains du discours de Thaksin : « *Oublié le combat contre les élites traditionnelles, pour la justice, pour la démocratie, oubliés les morts du 19 mai 2010 ?* ». Sur la chaîne de télévision satellite pro-rouge *Asia Update*, résonnent comme une rengaine les mots suivants : « *Abhisit Vejjajiya (ancien Premier ministre) et Suthep Thaugsuban (ancien vice-Premier ministre) ont ordonné la mort du peuple thaïlandais. Ils doivent répondre de leurs actes et être punis* ». Le message des Chemises rouges est clair : pas de négociation possible sur les amnisties. Les Chemises rouges veulent voir la vérité éclater dans les tribunaux et aboutir à des condamnations de justice.

Quelle justice transitionnelle pour la Thaïlande ?

La Commission Thaïlandaise pour la Vérité et la Réconciliation (2010-2012), ainsi que la Commission parlementaire sur la réconciliation nationale, ont fait le rapprochement entre le conflit politique thaïlandais et les guerres civiles sud-africaine ou rwandaise, dont les deux organes se sont inspirés pour proposer des mesures de « réconciliation nationale » (*prongdong*). Les échanges d'insultes déshumanisantes entre Chemises jaunes et Chemises rouges¹⁵ ne sont pas sans rappeler les préludes de guerres civiles ayant éclaté en d'autres parties du globe.

Si la question de savoir si la « réconciliation nationale » peut s'importer est hors du propos de cet article, il est néanmoins admis que certains principes de justice transitionnelle, notamment la recherche de la vérité et un travail de mémoire, sont indispensables dans des situations post-confliktuelles. Néanmoins, la recherche de la vérité n'a pas été placée au rang de priorité, ni par le gouvernement pro-Chemise jaune responsable de la répression de 2010, ni par le gouvernement pro-Chemise rouge lui ayant succédé. Seuls deux principes de justice transitionnelle ont été retenus par les Thaïlandais. Le premier est l'indemnisation des victimes et

¹⁴Eugénie Mérieau, *Thai Politics Updates*, Avril 2012, p.7

http://www.kpi.ac.th/kpien/index.php?option=com_content&task=view&id=531&Itemid=9

¹⁵ Pour les Chemises jaunes, les Chemises rouges sont des « bœufs rouges » (*khwai daeng*). Pour les Chemises rouges, les Chemises jaunes sont des « blattes » (*malaengsap*).

des familles de victimes, en échange de leur renonciation à engager des poursuites judiciaires. Le second est celui de l'amnistie. Néanmoins, malgré le dépôt de huit lois d'amnistie par des parlementaires, un seul projet aura été mis à l'ordre du jour de l'Assemblée, les 30 et 31 mai 2012, avorté après les premiers heurts au sein de l'hémicycle, alors qu'un regain de violences était à craindre, Chemises jaunes et Chemises rouges se rassemblant autour du Parlement¹⁶.

Ce projet, portant en germe l'amnistie de Thaksin, fut proposé par le général Sonthi Boonyaratglin en sa qualité de président de la Commission sur la réconciliation parlementaire, l'homme ayant mené six ans plus tôt le coup d'Etat contre ce même Thaksin. Cette tentative – échouée – laisse clairement entrevoir, pour la première fois depuis le coup d'Etat, la possibilité d'un « échange d'amnisties » entre Thaksin et les militaires. La relation entre Thaksin et les Chemises rouges est immédiatement abîmée par ce doute sur l'existence d'un tel pacte entre Thaksin et les auteurs du coup d'Etat l'ayant renversé. En vertu dudit pacte, Thaksin aurait troqué non seulement la justice pour toutes les victimes du coup d'Etat (réclamant des sanctions contre les auteurs du coup d'Etat) mais aussi la justice pour les Chemises rouges mortes dans les manifestations de 2010 (réclamant le procès du gouvernement d'alors) en échange de sa propre amnistie personnelle et/ou le retour de ses milliards de bahts confisqués.

La seconde pomme de discorde : la loi de lèse majesté

Un autre sujet sur lequel la position de Thaksin semble plus proche de celle des Chemises jaunes et des élites traditionnelles que des Chemises rouges dont il est le chef concerne l'amnistie pour les prisonniers politiques, détenus pour avoir exprimé des opinions critiques envers la monarchie. Le 8 mai 2012, la mort en détention d'Ampol Tangnopakul¹⁷ avait déjà provoqué la colère des Chemises rouges envers leur gouvernement. Condamné à une peine de 20 ans pour avoir envoyé quatre messages téléphoniques insultant des membres de la famille royale au secrétaire du Premier ministre de l'époque, sa demande de libération sous caution, procédure quasi-automatique en Thaïlande, avait été refusée par huit fois. Le gouvernement n'avait pas fait le moindre geste en faveur du vieil homme, pourtant notoirement atteint d'un cancer, préférant réaffirmer la position résolument pro-royaliste du gouvernement. Ce décès, questionnent les Chemises rouges, fait-il partie des « sacrifices », des compromis auxquels il faut se résoudre pour pouvoir ramener Thaksin à la maison ?

L'application de loi anti-diffamation envers la monarchie ou loi de lèse majesté est la seconde pomme de discorde dans la relation entre les Chemises rouges et le parti politique de Thaksin Shinawatra, le Phuea Thai. L'article 112 du Code pénal thaïlandais prévoit en effet que toute insulte à la monarchie est passible d'une peine d'emprisonnement, d'au moins 3 ans et jusqu'à 15 ans de prison. Depuis 2009 et le début du gouvernement « anti-Thaksin » du Parti démocrate,

¹⁶ Eugénie Mériéau, *Thai Politics Updates*, Mai 2012, p.6

http://www.kpi.ac.th/kpien/index.php?option=com_content&task=view&id=534&Itemid=9

¹⁷ Eugénie Mériéau, *ibid.*, p.9

le nombre d'incriminations a connu une augmentation exponentielle¹⁸, dû à une interprétation de plus en plus extensive de la loi de lèse-majesté. A la faveur de la crise, tout message portant à suggérer le fait que le Palais a soutenu le coup d'Etat et/ou les Chemises jaunes rend son auteur passible de lourdes peines de prisons. Par conséquent, tous les chefs des Chemises rouges ont eu, à un moment ou à un autre de leur carrière, à s'inquiéter d'une arrestation pour lèse-majesté. Certains ont été condamnés, à l'instar du chef de la faction « radicale » des rouges¹⁹, Deng Siam (littéralement « Siam Rouge »), et du rédacteur en chef²⁰ du journal rouge « Voice of Taksin²¹ », d'autres ont fui à l'étranger²².

Pour l'ensemble de la population thaïlandaise, l'article 112 est l'épée de Damoclès qui oblige, soit au silence, soit à l'adoption d'un langage codé pour désigner la monarchie, notamment « la main invisible », « l'au-dessus », « le Ciel », « les forces en dehors du système », ou encore « le murmure du paradis ». Toujours est-il que l'article de lèse majesté est un sujet tellement sensible en Thaïlande que le gouvernement, citant de possibles émeutes, a refusé catégoriquement de modifier cette loi qui empêche toute conversation à la fois sur les origines du coup d'Etat de 2006 et sur l'avenir de la monarchie siamoise.

3 – Quelle réconciliation nationale sans discussion possible sur le régime politique ?

La monarchie, le cœur du conflit politique

Le roi King Bhumipol Adulyadej, couronné Rama IX en 1950, a créé autour de sa personne un culte de la personnalité sans doute inégalé ailleurs. Père du peuple, il a été adulé comme un demi-dieu de manière croissante depuis l'époque communiste et le renversement des monarchies voisines. Ses enseignements, pétris de bouddhisme, définissent les normes morales du pays. Ses discours, notamment à l'occasion de son anniversaire le 5 décembre, sont sujets à exégèse et influencent le comportement des acteurs politiques et pèsent dans les décisions de portée nationale²³. La Thaïlande a deux drapeaux : celui bleu blanc rouge de la nation, et le drapeau jaune de Rama IX – jaune en honneur du jour de naissance de Bhumipol, un lundi²⁴. Le pays possède également deux hymnes : l'hymne national, pour lequel les Thaïlandais se lèvent tous les jours à 08h00 et à 18 h00, et l'hymne de Rama IX, pour lequel ils se lèvent avant chaque représentation théâtrale, musicale, ou sportive. En 2010, un étudiant a ainsi été condamné pour

¹⁸ David Streckfuss, présentation « *Lèse majesté and monarchies* », à l'occasion de la conférence « *Democracy and Crisis in Thailand* », Université de Chulalongkorn, Bangkok, 9 mars 2012.

¹⁹ Surachai Danwattananuson, alias Seh Dan, toujours coiffé de sa casquette kaki à l'étoile rouge, a été condamné à 10 ans de prison pour lèse majesté.

²⁰ Somyot Preuksakasemsuk a été condamné à onze ans de prison le 23 janvier 2013. Le verdict était initialement attendu pour le 19 septembre 2012, date anniversaire du coup d'Etat de 2006.

²¹ Nom d'un roi de Thaïlande (1734-1782), connu pour avoir unifié le royaume et révééré par les Thaïs pour ses exploits militaires contre les Birmans. Il fut renversé par le fondateur de la dynastie actuelle Chakri, le roi Rama.

²² Notamment Jakrapop Penkair, journaliste et homme politique proche de Thaksin, ou encore Giles Ji Ungpakorn, universitaire.

²³ Entretien avec Thongchai Winnichaikul sur « l'hyper-royalisme » le 9 mars 2012 à Bangkok

²⁴ A chaque jour est attribuée une couleur. Lundi, jaune ; mardi rose ; mercredi vert ; jeudi orange ; vendredi bleu et samedi violet.

lèse majesté pour ne pas s'être levé dans une salle de cinéma²⁵. En 2008, l'employée d'un magasin de lingerie s'était fait licencier pour avoir porté en public un t-shirt portant la mention « *Ne pas se lever n'est pas un crime* »²⁶. Si la Thaïlande possède deux drapeaux et deux hymnes, une seule devise fédère son peuple : « Roi, Religion, Nation ».

Ces trois mots d'ordre sont les « lignes rouges » à ne pas franchir. Toute personne émettant des doutes au sujet de la pertinence actuelle de ce dogme est stigmatisée pour son « manque de thaïtude » (*thainess*). Tout Thaïlandais doit aimer le Roi.

« N'êtes-vous donc pas thaïs pour agir ainsi ? Vous nous êtes envoyés tout droit de l'enfer ! Le roi a sauvé notre nation, qui serait déjà communiste s'il n'avait été là pour nous en préserver. Croyez-vous que vous pourriez cracher vos mots ingrats pour notre Père si nous étions en pays communiste ? Croyez-vous que votre vie serait ainsi ? Puisque vous venez de l'enfer, retournez-y ! »²⁷.

Cet extrait est tiré d'une lettre anonyme envoyée aux membres de *Nittirat*, un groupe de professeurs de droit public dans l'une des plus prestigieuses universités du pays, *Thammasat*, autrefois foyer des embryons de révolution communiste qui secouèrent le pays dans les années 1970. *Nittirat* s'est fait connaître en critiquant le coup d'Etat, l'action des Cours constitutionnelles, et en proposant une réforme de l'article de lèse majesté, provoquant la colère des élites traditionnelles. Le succès populaire de *Nittirat*, qui a réussi à réunir près de 40 000 signatures de soutien²⁸ à son projet était inattendu. Ce groupe de juristes, « Bangkokiens », éduqués en Europe, tenant un discours universitaire, n'avait *a priori* pas les attributs nécessaires pour représenter les Chemises rouges, décrites comme un peuple de provinciaux, de paysans sans éducation. Pourtant, les réunions publiques de *Nittirat* ne désemplissent pas. Certaines questions reviennent sans arrêt dans la bouche des Chemises rouges, dont la plus emblématique est certainement la suivante : « *Est-ce possible pour un Roi de ne pas valider un coup d'Etat ? Est-ce que ça s'est déjà produit à l'étranger ?* »²⁹. Cette question représente un défi à l'élite royaliste de Bangkok, qui s'est toujours prévalu du monopole du droit et de la légitimité politique ! Il s'agit d'un tel défi qu'au début de l'année, l'un des membres de *Nittirat* s'est fait agresser par des ultra-royalistes dans le parking de son université³⁰.

²⁵ Chonsak Onsung, étudiant à Thammasat.

²⁶ Le 24 avril 2008, Chitra Khotdet, syndicaliste, est apparue à la télévision sur la chaîne NBT avec le T-Shirt « *Ne pas se lever n'est pas un crime* ».

²⁷ Lettre anonyme envoyée à *Nittirat* en juin 2012 et lue sur scène à l'occasion de la conférence de fermeture de la campagne contre l'article 112, le 27 juin 2012.

²⁸ Le chiffre de 39 185 signatures a été annoncé à la fermeture des 112 jours de campagne, le 27 juin 2012. Certaines signatures pouvant se révéler invalides, les médias ont rapporté des chiffres variant entre « *plus de 20 000* » et « *près de 40 000* ».

²⁹ Cité par Wat Rawee, au cours d'un séminaire tenu à Bangkok le 27 juin 2012.

³⁰ Le 29 février 2012, Vorajet Pakeerat reçoit des coups au visage. Il est transféré à l'hôpital et traité pour blessures légères. Les auteurs de l'agression, des jumeaux, affirmant avoir agi à leur compte, se rendent à la police le lendemain des faits.

Si le sujet de la monarchie est si sensible, c'est qu'au Palais, non sans heurts, la succession se prépare. Le Roi Bhumipol est hospitalisé depuis 2009, et l'héritier du trône est impopulaire, chez le peuple thaïlandais comme au sein de son propre camp, alors que la fille du Roi a la préférence d'une certaine partie de la population et de l'armée³¹.

Trois niveaux de réconciliation

Dans ce contexte, la réconciliation est urgente, à trois niveaux.

Au premier niveau, la réconciliation entre Thaksin et le Palais est nécessaire pour permettre une succession monarchique réussie. Cette réconciliation-là est illisible pour le commun des Thaïlandais, en dehors des cercles très fermés du Palais. Mais tout semble porter à croire que les négociations ont jusqu'alors échoué. Lors de son message à ses partisans, le 2 juin 2012, c'est encore avec une chanson que Thaksin a transmis son message, affirmant qu'il ne se conduira plus comme un porc, « *le porc à qui on ment, et qui avec enthousiasme se fait berner* »³².

Au deuxième niveau, la réconciliation entre les jaunes et les rouges implique la réconciliation entre deux visions de la démocratie, l'une fondée sur la morale, l'éthique, l'absence de corruption, donnant la primauté à la bureaucratie pour contrôler l'exercice du pouvoir politique au nom des principes de « bonne gouvernance » qui devraient encadrer, limiter le principe majoritaire, l'autre fondée uniquement sur ce principe majoritaire, la « voix de la majorité »³³.

Au troisième niveau, la réconciliation entre les Chemises rouges radicales et Thaksin, entre les partisans du compromis et les partisans du changement – notamment un certain nombre de républicains –, devra nécessairement être abordée en fin de processus. Dans son message du 2 juin 2012, Thaksin s'excuse auprès des Chemises rouges³⁴ pour ne pas avoir compris plus tôt que la réconciliation, devenue impossible, c'est celle des Chemises rouges avec cette « main invisible », proche du Palais.

Vers un Printemps thaïlandais?

Depuis la répression de 2010, la Thaïlande a atteint un point de non-retour. Il n'y aura plus de fleurs déposées au pied des chars de l'armée pour remercier les soldats de sauver le pays de la corruption et de la « dictature du Parlement » (*sic*) comme en septembre 2006 lors du coup d'Etat qui a renversé Thaksin.

Thida Thavonseth, présidente de l'UDD, organisation qui encadre les Chemises rouges, est catégorique : « *Cette fois, si un nouveau coup d'Etat se produit, les rouges se soulèveront* »³⁵.

³¹ Entretien avec un colonel en poste, Ratchaburi, avril 2012.

³² Vidéoconférence de Thaksin au Thunder Dome, Muang Thong Thani, le 2 juin 2012.

³³ Pour une modélisation du conflit politique, voir le rapport sur la réconciliation nationale du King Prajadhipok's Institute, www.kpi.ac.th [en thai], « Raigan wichai kan sang prondong heng chat », p. 9.

³⁴ Vidéoconférence de Thaksin au Thunder Dome, Muang Thong Thani, le 2 juin 2012.

³⁵ Le 2 juin 2012, à l'occasion de la conférence de presse hebdomadaire de l'UDD à Imperial Lat Prao, Bangkok.

Son camarade Nattawut Saikuea, orateur rouge et secrétaire d'Etat du gouvernement actuel, répète en boucle : « *Qu'ils fassent un coup d'Etat, et nous leur apprendrons le sens du mot majorité !* »³⁶. Comme l'explique un agriculteur quinquagénaire féru de réseaux sociaux :

« Cette fois ci, s'il y a un coup d'Etat, nous réagissons instantanément. Aujourd'hui, en ville, dans les campagnes, dans les rizières, nous avons Twitter et Facebook, ils ne peuvent pas couper les télécommunications comme ils l'ont fait en 2006, aujourd'hui nous sommes préparés, nous sommes en réseau. Aujourd'hui nous avons les villages de Chemises rouges, et s'ils essaient à nouveau de renverser notre gouvernement, nous n'en ferons qu'une bouchée ».

Les villages de Chemises rouges

Depuis décembre 2010, dans tout le pays, des « villages rouges » s'inaugurent. Arborant des panneaux à l'effigie de Thaksin, ils s'autoproclament « *villages rouges pour la démocratie contre la dictature* »³⁷. Il y a environ 80 000 villages en Thaïlande. Sur ces 80 000 villages, ils seraient plus d'une dizaine de milliers à être « rouges » aujourd'hui, prêts à « réagir » instantanément si le gouvernement et la démocratie sont à nouveau attaqués par les élites traditionnelles et leurs alliés. Cette organisation en « villages rouges » n'est pas sans rappeler l'époque de la guérilla communiste, où dans les années 1970, les étudiants de Bangkok sont partis se réfugier massivement en zone rurale et y ont constitué des réseaux de résistance. D'après Prasong Boonpong, député de Nakhom Phanom, dans le Nord-Est du pays, région la plus pauvre mais aussi la plus peuplée du pays, connue pour son passé communiste, l'organisation en villages rouges répond à la théorie révolutionnaire de Mao : commencer par tisser un réseau dans les campagnes, pour le temps venu, encercler les villes.

*« S'il y a un coup d'Etat, on se répartira les tâches de la sorte : une moitié restera sur place et montrera sa force, portant les chemises rouges et les drapeaux rouges, une autre moitié descendra sur la capitale pour aller confronter le pouvoir »*³⁸.

Les chemises rouges se préparent donc à un nouveau coup d'Etat militaire. La Thaïlande en a connu dix-huit, le dernier il y a seulement 5 ans, et son fantôme continue à hanter la vie publique. A l'époque, peu sont ceux qui s'y sont opposés³⁹. Le lendemain du coup d'Etat, le président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme avait déclaré : « *Le coup est la solution* »⁴⁰. De la part des médias, de l'intelligentsia, ou du peuple de Bangkok, aucune

³⁶ Le 3 juin 2012, à l'occasion de l'anniversaire de l'émission « La vérité aujourd'hui », qui lança le mouvement des Chemises rouges.

³⁷ Ou, dans leur version plus politiquement correcte, « *villages rouges contre la drogue* », en référence à l'une des politiques de Thaksin des plus populaires auprès de la population rurale³⁷.

³⁸ Entretien réalisé le 6 mai 2012 à Udon Thani.

³⁹ Pour un récit de l'absence de contestation, voir Pheun Lan Sek Na, « *Notes sur le combat des Chemises rouges à Bangkok* », 2011, p. 14-16.

⁴⁰ Saneh Chamarik, le 20 septembre 2006, cité par Wat Rawee dans « *La crise du 19* », 2011, p. 39 [en thaï].

contestation ne s'est fait entendre, si ce n'est une poignée d'activistes, souvent d'anciens communistes⁴¹.

Epilogue – La réconciliation nationale par coup d'Etat

En Thaïlande, à rebours de l'idée exprimée par Carré de Malberg selon laquelle « *Il n'y a point place dans la science du droit public pour un chapitre consacré à une théorie juridique des coups d'Etat* »⁴², le droit est un instrument essentiel que les militaires ont appris à manier avec virtuosité. Pour réaliser des coups d'Etat « démocratiques » sans s'inquiéter d'éventuelles sanctions une fois la transition vers un pouvoir civil effectuée, les militaires thaïlandais ont pris l'habitude d'institutionnaliser leur impunité en la faisant garantir par la Constitution. Le constitutionnalisme « à la thaïe » commence par la révocation de la Constitution en place au moment du coup d'Etat, suivi par la rédaction d'une nouvelle Constitution comportant une clause d'amnistie pour la junte, de préférence intemporelle et rétroactive. Ainsi l'article 309 de la Constitution de 2007 déclare la constitutionnalité des articles 36 et 37 de la Constitution provisoire de 2006, qui procurent aux auteurs du coup d'Etat une confortable immunité⁴³.

Aujourd'hui rares sont ceux qui soutiennent encore publiquement les coups d'Etat. Les mêmes qui en louaient les effets en 2006 maintenant reconnaissent leur erreur ; le coup d'Etat a aggravé la crise politique qu'il se proposait de résoudre⁴⁴. La menace d'un coup d'Etat militaire, malgré les mises en garde véhémentes des leaders rouges, semble écartée. D'autres moyens, plus acceptables pour la communauté internationale, ont depuis lors fait leur apparition. Il s'agit de ce que les chemises rouges nomment les « coups d'Etat judiciaires ». Les exemples foisonnent dans l'histoire contemporaine du pays : dissolutions de partis qui provoquent des renversements de majorité au Parlement, condamnations d'hommes politiques confortablement élus et lourdes sanctions d'inéligibilité, par la Cour Constitutionnelle⁴⁵ ; plus récemment, le 1^{er} juin 2012, cette Cour a déclaré l'inconstitutionnalité de la révision constitutionnelle préparée par les proches de Thaksin et espérées par les Chemises rouges depuis le coup d'Etat. Le pouvoir judiciaire, défenseur des intérêts des élites traditionnelles, et condamné pour ses « coups d'Etat » par les partisans de Thaksin, ne peut incarner l'instance neutre nécessaire à la mise en place d'un processus de réconciliation nationale via des mécanismes de justice transitionnelle. Pour les Chemises rouges, « *la justice est une chose trop importante pour la laisser aux seules mains des juristes* ».

Quant aux « grands débats nationaux » promis dans le cadre du programme de réconciliation, censés fournir le cadre de réflexion pour la réconciliation, ils n'aborderont ni le passé, ni le futur de la monarchie, pas plus que l'application actuelle de la loi de lèse majesté, pourtant au cœur du

⁴¹ On peut citer l'activité de Somsak Jiemtheerasakul sur le site internet du journal Fa Diowkan.

⁴² Carré de Malberg, *Contribution à la théorie générale de l'Etat*, Paris, Sirey, 1922, [réédition 1962], p.497.

⁴³ Voir Nittirat, « *Guide populaire anti-coup d'Etat* », Samesky Books, Bangkok, 2012, p. 16 [en thaï].

⁴⁴ Voir l'éditorial du *Bangkok Post* du 19 septembre 2011.

⁴⁵ Cf. *supra*, voir notes 1 à 6.

conflit. Il avait été promis que grâce au processus délibératif théorisé par Jürgen Habermas, les thaïs auraient pu discuter et construire ensemble un « avenir commun ». Faute de liberté d'expression, la discussion publique s'arrête à la désignation de potentiels bénéficiaires de lois d'amnisties, sans aucune influence sur le véritable processus de réconciliation qui se joue au Palais.

BIBLIOGRAPHIE

- **KING PRAJADHIPOK'S INSTITUTE** (สถาบันพระปกเกล้า)
รายงานวิจัยการสร้างความปรองดองแห่งชาติ [Rapport de recherche pour la réconciliation nationale], Bangkok, 2555 [2012], 168 p.
- **McCARGO Duncan**, « Network monarchy and legitimacy crisis in Thailand », in *Pacific Review* 18, n° 4, décembre 2005, p. 499-519.
- **McGREGOR MARSHALL Andrew**, « Thailand's moment of truth, A secret history of 21st century Siam », #thaistory 2, 2012, p. 83-84 (<http://www.zenjournalist.com/wpcontent/uploads/2012/05/thaistory-2.pdf>).
- **NELSON Michael**, « Thailand's legitimacy conflict between the red shirt protesters and the Abhisit government: aspects of a complex political struggle », in *Sicherheit und Frieden/Security and Peace*, 29 janvier 2011, p. 14-18 (<http://www.security-and-peace.de/archiv/PDF/2011-1/nelson.pdf>).
- **NOSTITZ Nick**, « Songkran in Cambodia : Thaksin meets the Red-shirts », New Mandala, Australian National University, 23 avril 2013, <http://asiapacific.anu.edu.au/newmandala/2012/04/23/songkran-in-cambodia-red-shirts-meet-thaksin/>.
- **PINTHOPHTHAENG Praphat** (ประภาส ปิ่นตบแต่ง), « การลุกขึ้นของคน “ขอดหญ้า” บทวิเคราะห์ในเชิงมิติการเมือง » [Le réveil des bouseux, une analyse politique] in Pheenyot Traisuriyathamma (ปัญญา ไตรสุริยธรรมา) (dir.), *Why red - สังคมไทย ปัญหา และการมาของคนเสื้อแดง* [Pourquoi les Chemises rouges: société thaïlandaise, problèmes et naissance des Chemises rouges], Bangkok, Open Books, 2553 [2010], 312 p.
- « **PUNLANSAEKNA** » (ปิ่นล้นแสดหน้า **pseud.**), กรุงเทพฯ (ไม่) มีคนเสื้อแดง [A Bangkok il (n') y a (pas de) Chemises rouges], Bangkok, édition?, 2554 [2011], 208 p.

- **RAWEE Wat** (วัด รวี), *Crisis Nineteen / วิกฤต 19 [La crise du 19]*, Nonthaburi, Shine Publishing House, 2554 [2011], 854 p.
- **SAENNAN Anon** (อานนท์ แสนน่าน) หนังสือคู่มือการเปิดหมู่บ้านเสื้อแดงเพื่อประชาธิปไตย [Guide pour la création de villages de Chemises rouges pour la démocratie], tract, 2012.
- **SOPRANZETTI Claudio**, *Red Journeys, inside the Thai Red-Shirt movement*, Chiang Mai, Silkworm Books, 2012, 137 p.
- **STRECKFUSS David**, *Truth on Trial in Thailand : Defamation, Treason, and Lese-Majesté*, Londres et New York, Routledge, 2011, 508 p.
- **THABCHUMPON Naruemon et MC CARGO Duncan**, « Urbanized Villagers in the 2010 Thai Redshirts protest, not just poor farmers ? », in *Asian Survey*, vol. 51, n° 6, 2011, p. 993-1018.
- **SATITNEERAMAI Apichat** (อภิชาติ สถิตนิรามัย), « เสื้อแดงคือใคร » [Qui sont les Chemises rouges?], in Pheeny Traisuriyathamma (ภิญโญ ไตรสุริยธรรมา) (dir.), *Why red - - สังคมไทย ปัญหา และการมาของคนเสื้อแดง* [Pourquoi les Chemises rouges: société thaïlandaise, problèmes et naissance des Chemises rouges], Bangkok, Open Books, 2553 [2010], 312 p.
- **TNEWS**, *เปิดโปงขบวนการแดงล้มเจ้า* [Révélations sur le mouvement des rouges anti-monarchiques], Bangkok, TNEWS Printing, 2010, 176 p.
- **WINICHAKUL Thongchai**, « The Germs, the reds infection of the Thai political body », New Mandala, Australian National University, 3 mai 2010.